

Les Ostarbeiter de Graffenstaden

The Ostarbeiter of Graffenstaden

ALEXANDRE SUMPFF

Université de Strasbourg

asumpff@unistra.fr

ORCID : 0009-0004-2475-1818

ABSTRACT: Today, in the Strasbourg suburb of Illkirch-Graffenstaden, nothing suggests that there was once one of the largest civilian internment camps of the wartime era. Between autumn 1942 and the very beginning of 1945, hundreds of 'Ostarbeiter' lived there, destined for the German war effort. Between volunteering and deportation, economic exploitation and racist violence, agentivity and local humanitarianism, their presence draw a different map of Alsace, de facto annexed to the Third Reich.

Keywords: Alsace, World War Two, Forced labor, Concentration camps, Soviet people.



Ill. 1. *Vue aérienne du camp prise le 28 mars 1944, orientation sud-nord ; en bas à gauche, l'usine SACM camouflée à la peinture. Archives de Memorial International, fonds 21, dossier 353896.*

Le 28 mars 1944, un avion de l'US Air Force survole l'Alsace pour repérer les usines d'armement en vue de bombardements ultérieurs. Quand le pilote passe à la verticale de Graffenstaden (Bas-Rhin) en remontant du sud vers le nord de la région, l'opérateur place la focale sur des bâtiments de grande taille, bien visibles malgré la peinture de camouflage¹. L'ampleur du site de la Société alsacienne de Construction mécanique (SACM) contraste trop fortement avec le modeste tissu urbain environnant pour échapper à l'œil aiguisé du photographe militaire. Contrairement à Junkers, fabricant de moteurs d'avions installé sur le site de l'usine Mathis de la Meinau (Strasbourg), bombardé le 27 mai 1944, la Magdeburger Werkzeugmaschinenfabrik échappe à la destruction totale. Aujourd'hui, une partie des bâtiments conserve leur vocation industrielle, l'autre a été reconvertie en espaces de loisirs, le reste a été effacé de la carte. Au sud-ouest du site, une île sur la rivière Ill attire aussi le regard. Deux rangées d'arbres matérialisent le contour d'un espace singulier, qui apparaît ceint d'une clôture. On distingue au moins 11, et peut-être jusqu'à 13 bâtiments, dont huit affichent la forme caractéristique de baraquements. Pas de doute : il s'agit d'un camp. L'ombre portée signale que l'on se situe en fin de journée, avec un soleil rasant venant d'Ouest. On ne voit personne hors des bâtiments, signe que l'alerte a été donnée et que tout le monde se terre dans les abris. D'une telle hauteur, les analystes américains ne peuvent pas déterminer s'il s'agit d'un camp de prisonniers de guerre comme celui de Neubourg, ou de déportés politiques comme celui de Natzweiler. En réalité, la photographie aérienne vient confirmer l'existence sur l'île de la Muhlmatt de l'un des plus grands camps d'*Ostarbeiter* de la région, comparable à celui édifié au bout des pistes de l'aéroport de Saint-Louis (Haut-Rhin). Cet article entend expliquer d'où viennent les centaines de Soviétiques, souvent ukrainiens, soumis au travail forcé (*Zwangsarbeit*) par les autorités national-socialistes². Dans un second temps, on reconstituera leur quotidien, les modes de leur exploitation, et le racisme systémique dont ils sont victimes³. Enfin, certaines sources attestent indirectement des relations nouées avec les Alsaciens et de l'agentivité de ces esclaves.

1. Déracinés et transplantés

Kharkov a changé de mains quatre fois, il y a eu des batailles terribles, tout notre village a été brûlé. La dernière fois que les Allemands ont battu en retraite,

¹ NAID: 313349184 – Spot Number F9417, Sortie J-749, Exposure LSV-3199.

² P. Polian, *Zhertvy dvukh diktatur. Zhizn, trud, unizhenie i smert sovetskikh voennoplennyykh i ostarbeiterov na chuzhbine i na rodine*, Rossphen, Moscou 2002.

³ A. Schäfer, *Zwangsarbeiter und NS-Rassenpolitik. Russische und polnische Arbeitskräfte in Württemberg, 1939-1945*, Kolhammer, Stuttgart 2000.

ils nous ont tous rassemblés en un tas, et tel, et tel, et tel. Et on nous a fait marcher par étapes, on nous a poursuivis à travers nos villages en ruines. J'ai traversé la Roumanie, la Bulgarie, en Pologne nous avons été chargés [dans des wagons], mon père était avec moi. J'ai surtout vécu en Allemagne, à la frontière avec l'Allemagne, dans la France qui était alors assujettie à l'Allemagne. [...] Je me suis retrouvé dans un chantier naval sur les rives du Rhin. Et là, nous avons été transférés dans ce camp, non loin de là, à deux, trois, quatre kilomètres, des baraquements ont été construits, ils nous ont installés là. Nous vivions là, nombreux, plus d'un millier. Nous avons construit notre propre logement. Nous avons faim, froid, faim. Nous buvions dans des flaques d'eau lorsque nous marchions le long de la route⁴.

Puisque des centaines, voire des milliers de Soviétiques ont vécu dans le camp de la Mulhmatt, il y avait une chance pour que certains aient laissé des traces autres que celles provenant des institutions qui ont décidé de leur sort entre 1942 et 1945. Le projet russo-germanique Tastorona.su, porté par l'association Memorial International et la Stiftung EVZ (Errinerung, Verantwortung, Zukunft), a mené une série d'entretiens dans les années 2000 avec d'anciens Ostarbeiter⁵. Même si nombre d'entre eux étaient jeunes quand on les a déportés en Alsace, la majorité était déjà décédée ; en outre, sur les quatre à cinq millions de travailleurs forcés soviétiques, une infime minorité s'est retrouvée dans le tout dernier territoire annexé au Troisième Reich. J'ai donc eu une chance fantastique de rencontrer, presque 20 après leur témoignage, le couple formé par Zakhar Semenovitch Nefiodov, à la mémoire chancelante, procédant par flashes, et son épouse Raïssa Alexandrovna Nefiodova, née Makhno, aux souvenirs vifs et précis. Ces deux Ukrainiens ne se connaissaient pas avant-guerre, ils se sont côtoyés sans se rencontrer à « Krafelshtadt » (Graffenstaden), et ont fini par nouer connaissance dans un camp de rapatriement soviétique situé en Allemagne occupée, sur le chemin du retour. En deux ans, ils ont été confrontés à cinq autorités : celles, violentes, du *Reichskommissariat Ukraine* qui les a raflés en novembre 1943 pour les esclavagiser ; celles, brutales, du Gau Baden-Elsass dirigé par le Gauleiter Robert Wagner ; celles, ignorantes et bienveillantes, de l'armée américaine qui les a libérés en novembre 1944 ; celles, maladroites, de l'administration provisoire française des territoires libérés qui les a recensés ; celles du colonel Dragounov, chef autoritaire de la mission militaire soviétique

⁴ Zakhar Semenevitch Nefediodov, né en 1927. <http://archive.tastorona.su/documents/58f3bcafeeee531b004952bf#entityId=586d20ad54d936190016a8c2>

⁵ En Allemagne, la Stiftung EVZ (Errinerung, Verantwortung, Zukunft) travaille en partenariat avec le Bundesarchiv <https://www.bundesarchiv.de/zwangsarbeit/index.html> [consulté le 13/03/2025]. En ex-URSS, le Memorial International agit en partenariat avec la Stiftung EVZ. <http://tastorona.su> [consulté le 13/03/2025].

de rapatriement⁶ ; et enfin, dernière étape que l'état de guerre en Ukraine m'empêche pour l'instant de documenter dans les archives du pays, celles, soupçonneuses des services de « filtration » de la police politique stalinienne.

Revenons au témoignage de Zakhar Nefiodov. Égaré dans un paysage inconnu, il a alors pris la rivière Ill pour le Rhin, qu'il a effectivement traversé deux fois, début 1944 et début 1945. Âgé de 79 ans quand on l'interroge en 2006, il avoue lui-même avoir des problèmes de mémoire, utilisant l'expression russe « sclérose ». Plus de 60 ans après son séjour forcé en Alsace, il associe l'usine de construction mécanique, la SACM, à l'eau qui la borde et qui entoure l'île de la Mülhmatt, ce qui lui fait croire qu'il a travaillé sur un chantier naval. Quand il est arrivé, il est probable que le camp existait déjà, mais il n'est pas impossible que les nouveaux arrivants aient dû construire d'autres baraquements pour se loger⁷. En effet, les statistiques collectées par l'administration d'occupation national-socialiste révèlent que le nombre d'Ostarbeiter est allé en croissant⁸. Sachant qu'un nombre (toujours à déterminer) d'entre eux a été réaffecté aux chantiers de l'Organisation Todt pour construire le Mur de l'Atlantique, et qu'ils sont a priori tous passés par l'Alsace annexée de fait, véritable porte d'entrée sur le territoire français, on peut estimer qu'un minimum de 15 000 civils soviétiques y a subi le travail forcé. Au vu des différents éléments en ma possession, retrouvés pour l'essentiel dans les archives départementales et municipales de la région, il semblerait que la grande majorité provienne d'Ukraine en général, et de la région de Kharkiv en particulier. C'est ainsi le cas d'au moins 147 des 943 détenus du camp de Saint-Louis, où se mêlent des volontaires partis à l'automne 1942 avec beaucoup d'illusions concernant les conditions de travail et de vie, des familles entières ayant préféré fuir l'Armée rouge et la restauration du pouvoir stalinien avec la Wehrmacht en retraite, sans pour autant avoir forcément collaboré avec l'occupant, ou des jeunes hommes et jeunes femmes raflés au hasard, comme les Nefiodov⁹.

⁶ A. Lagoune, « Retour au pays forcé ou rêvé ? Le rapatriement des Soviétiques depuis la France entre sortie de guerre et balbutiements de la guerre froide (1944-1947) », thèse soutenue en décembre 2023, EHESS, Paris.

⁷ Les archives de la SACM pour la période de la guerre, et au-delà, sont considérées perdues. Elles ont été massivement jetées à la benne lors de la destruction des bâtiments dans les années 2000. Les archives de l'administration du camp restent à retrouver.

⁸ Leur nombre est passé de 2405 en décembre 1943 à 5758 en septembre 1944. Une partie de cette croissance est probablement due au changement de statut imposé à un certain nombre de prisonniers de guerre. Rapports mensuels du Hauptbereicheleiter der NSDAP au Geschäftsführer des Deutschen Arbeitsfront, Archives nationales (AN), AJ/40/1487.

⁹ Statistiques fondées sur l'étude de 645 *einwohnerkarteikarten*, avec 821 mentions de localité d'origine dont 718 exploitables : l'origine « Kharkov » apparaît dans 20,3% des cas.

Les deux narrent peu ou prou la même histoire de déportation : de longues journées à marcher – c'est là, et non en Alsace, que Zakhar a dû boire dans des flaques d'eau – vers la Roumanie peut-être, et certainement pas vers la Bulgarie. Le plus probable est qu'il est passé comme des dizaines de milliers d'autres par le grand *hub* de la déportation de civils, Przemysł. La gare de cette cité galicienne proche de la frontière polono-soviétique, devenue ville-frontière suite à la double invasion de la Pologne le 1^{er} (Wehrmacht) et le 17 (Armée rouge) septembre 1939, a vu passer les Nefiodov, brutalisés par les gardes les poussant du bout de la crosse comme du bétail humain. De prisonniers, ils sont devenus esclaves voués à la déshumanisation. Sous les cris « Los, los ! », on les a entassés dans des wagons cadencés, sans eau ni nourriture.

Nous étions comme des chatons aveugles. Nous avons été amenés là, amenés, je n'en ai aucune idée. (...) Je ne peux même pas vous le dire, je ne peux pas vous le dire. Nous n'avons pas eu le temps de regarder quoi que ce soit. Nous étions dans le noir, nous avions d'autres choses en tête. On pleurait jour et nuit. Quoi, treize, quatorze ans, pas de maman, de papa, personne. Tomber dans ce genre de situation.¹⁰

Pour les autorités hitlériennes, la déportation en wagons à bestiaux représente la solution la plus efficace d'un point de vue pratique. Mais plus profondément, et sans que cela ait fait l'objet d'une réflexion ou d'un énoncé théorique dans le cas précis des Ostarbeiter, le voyage de plusieurs jours produit un effet de désorientation totale des individus, accrue par le désespoir collectif.

2. Exploités et ostracisés

Le témoignage de Raïssa Nefiodova et de son mari Zakhar laisse une double impression : celle d'une exploitation extensive, selon non les compétences, mais la pure force ; et une nette distinction entre Allemands et civils alsaciens, qualifiés de « Français ». Le travail forcé des Soviétiques, qui sont comme le rappelle Nefiodova les uniques pensionnaires du camp, obéit à une idéologie raciale au plus haut degré. Ce dernier trouve son origine aussi bien dans l'idéologie national-socialiste que dans les pratiques éprouvées

Archives municipales de Saint-Louis (AMSL), dossier 8H34.

¹⁰ Raïssa Alexandrova Nefedova (née Makhno), née le 11 novembre 1927 dans le village de Novoukraïнка (Ukraine, Kirovograd), a été déportée en septembre 1943; <http://archive.tastorona.su/documents/58f3bcafeeee531b004952bf#entityId=586d2ebb54d936190016a8c7> [consulté le 13/03/2025].

d'exploitation extrême du travail en situation d'internement, et dans la politique d'humiliation de l'adversaire soviétique vaincu, du peuple slave soumis. Si la répression constante des *Ostarbeiter* par les nazis va de soi, clef de voûte du système économique et politique régional, la contamination des Alsaciens collaborateurs d'abord, puis des Français revenus aux affaires fin 1944-début 1945 étonne. Pour les premiers, les Soviétiques s'apparentent à des boucs-émissaires de leur propre mise sous tutelle par l'autoritaire grand frère allemand. Les seconds, quant à eux, ont de la peine à considérer les ressortissants soviétiques comme des anciens déportés, s'empressent d'accéder aux demandes pressantes du Kremlin et de ses *missi dominici*, et ne s'embarrassent pas vraiment de faire le tri entre nationalités de l'empire rouge.

Arrivée en septembre 1943, Nefiodova passe par une « bourse du travail » qui a tout de la foire aux esclaves. Celles qui sont pieds nus sont laissées de côté, les autres envoyées à la Comessa où leur incompetence provoque leur renvoi au bout d'une semaine. Si Raïssa et ses compagnes partent (semble-t-il en groupe) vers l'usine Olida de Graffenstaden, Tobilevitch revient à la « bourse au travail » où un couple possédant une blanchisserie la choisit. Elle ne sait sans doute pas qu'ils paient les autorités un prix de location, et que les tarifs pratiqués encouragent le choix d'un esclave soviétique : si la somme se monte à 70,5 pfennigs par jour pour un Occidental, elle baisse à 50 pour un Polonais et à 20 pour un Soviétique¹¹. Une ordonnance spéciale du 23 janvier 1943 signée Wagner prévoit que l'assurance sociale couvre les travailleurs ethniquement polonais d'Ukraine et de Biélorussie occidentales, donc ni les Juifs, ni les Ukrainiens, ni les Biélorusses, ni les Lituanais et ni les Russes¹². Si Tobilevitch ne parle pas de son salaire, elle s'attarde sur les horaires de travail, très amples, sur la dureté du labeur, très physique dans l'humidité et la chaleur, sur le comportement méprisant de ses patrons. Nefiodova, elle, se souvient de son salaire, sans se tromper si l'on en croit les normes édictées à Berlin : 12 marks.

En revanche, contrairement aux ouvriers libres, elle ne peut pas dépenser cet argent puisque, comme elle le rappelle, elle ne peut pas sortir du camp. Quand elle y parvient de manière exceptionnelle, elle ne dispose pas des cartes d'alimentation indispensables à l'achat de pain. Elle doit donc se contenter de ce que daigne lui accorder la direction du camp, et surtout profiter des occasions offertes par son emploi dans une usine agroalimentaire. Nefiodova mentionne une scène qui n'est pas sans rappeler l'épisode fameux du *Cuirassé Potemkine* de Sergueï Eisenstein : un jour, le déjeuner est immangeable, tant

¹¹ Directive de l'OKW du 14 novembre 1941.

¹² IMT Nuremberg Archives, H-4630/0231.

il y a des vers y flottent ; en signe de protestation, les ouvriers refusent de travailler. « La sirène a retenti pour aller travailler, et nous sommes dans la zone ici, l'usine est ici, et personne n'y va. Le directeur du camp est entré, nous a crié dessus et nous avons couru. Il s'est mis à la porte pour nous donner des coups de pieds, il n'en a pas raté une seule. Quand il l'a fait, je suis tombée et je me suis cassé le nez. » Elle s'en souvient parfaitement et peut même en présenter la preuve, puisque le lendemain, les prisonniers ont dû « faire des photos pour le passeport, pour le permis, pour le numéro sur la plaque d'immatriculation. » Quand elle montre le cliché à Aliona Kozlova, qui réalise l'entretien, elle lui indique l'écusson OST aux dimensions réglementaires que chacun devait coudre à son vêtement. Son mari se souvient très bien qu'on les a au préalable lavés et rasés, qu'on les a habillés de « guenilles » et dotés de sabots de bois. Dans un pays où la guerre multiplie les pénuries, l'ostracisme affirmé par le biais des trois lettres blanches ressortant sur l'étiquette bleue se redouble de la marque infamante de la misère vestimentaire. Dans les témoignages et les sources réglementaires, il n'est pas question de vêtements de travail, ni de fournitures de protection pour les yeux ou les mains.

À l'usine de munitions où elle passe un mois à son arrivée, Nefedova fait connaissance avec la discipline de travail à l'allemande : « Eh bien, tu parles qu'ils ne vérifiaient pas, il y a une personne qui se tient au-dessus, sauf que, oui... Chacune de ces caisses, c'est ça, il y avait une vérification, il y avait une vérification, il y avait une vérification, il y avait une vérification. » Plus de 60 ans après, cette vieille dame ne peut que répéter quatre fois son constat, encore sidérée par la minutie du contrôle qu'elle n'a jamais connu en URSS puisqu'elle travaillait au kolkhoze et non en usine. Déportée plus de six mois après le discours de Goebbels sur la « guerre totale », elle subit la pression accrue exercée sur l'appareil productif alors que se joue l'issue du conflit. La crainte du sabotage doit jouer dans cette surveillance de tous les instants – entre souvenir de la Première Guerre mondiale et leçon tirée de la résistance dans les usines d'Europe occidentale. Mais ces jeunes Soviétiques ne travaillent pas chez eux, au sein d'une société hostile à l'occupant ; ils n'ont pas le soutien d'une organisation politique comme le parti communiste, pas de slogan, pas de but commun si ce n'est celui de survivre. Au fond, ce contrôle a une seule vocation : la terreur. Il vient compléter le régime imposé par le directeur du camp, l'interdiction des contacts avec les ouvriers libres et la population civile, et enfin le contrôle du corps des femmes par l'avortement obligatoire. À Berlin, le dirigeant suprême des affaires sanitaires du Reich, le docteur Conti, a émis le 4 mars 1943 l'ordre n°4/43 prévoyant que les travailleuses de l'Est le désirant puissent avorter en cas de grossesse. Une directive du 22 juin rend la procédure plus simple si le père n'est pas allemand, ouvrant la voie à la contrainte des femmes. Si elles étaient auparavant renvoyées chez elles car

jugées inaptes au travail, la nouvelle disposition réservée aux Soviétiques et aux Polonaises doit assurer la continuité de leur exploitation¹³.

3. Vie et mémoire des *Ostarbeiter* d'Alsace

Si l'on se contentait d'étudier l'histoire des *Ostarbeiter* au travers des sources abondantes laissées par les agents institutionnels et humains de leur exploitation, on manquerait de mettre au jour sa partie la moins visible, mais aussi la plus précieuse. En effet, et de façon classique, l'historien peut épaissir chaque ligne de chaque nomenclature d'individus en cherchant à produire une multibiographie – chose que je n'ai pas la place de faire ici. De façon tout autant banale, il suffit comme cela a déjà été fait plus haut, en puisant dans la très riche ressource que constituent les entretiens réalisés a posteriori. On convoquera surtout quatre autres types de documents, retrouvés dans quatre types d'archive, pour reconstituer les réseaux de fraternité interne au groupe des travailleurs forcés, et de solidarité en provenance de l'extérieur, signes d'une Résistance de proximité, plus humanitaire qu'héroïque. Le premier se trouve dans les archives municipales, plus précisément dans les registres de naissance : ils attestent du fait que des dizaines d'enfants de Soviétiques sont nés sur le sol français entre 1942 et 1945. Le deuxième, conservé à l'abri de la prédation poutinienne dans un lieu tenu secret, est offert par l'association Memorial International, qui a numérisé certaines photographies prises librement par des personnes accompagnant les *Ostarbeiter* hors du camp. Le troisième se mêle à des centaines de feuilles de papier dans les dossiers sensibles de la préfecture déposés aux archives départementales : il s'agit de mesures ponctuelles, parfois individuelles, visant à aider des Soviétiques à échapper aux injonctions au retour. Enfin, le quatrième serait demeuré inconnu sans l'opiniâtreté de l'historien d'Illkirch-Graffenstaden, Jean-Claude Fritsch (†2024), vers qui ont convergé dans les années 1990 un certain nombre de requêtes émanant d'anciens détenus du camp désireux de se faire reconnaître des droits à compensation financière par le gouvernement allemand.

Comme tous les internés, les deux époux Nefiodov consacrent une partie de leur témoignage à la question vitale de l'alimentation. Zakhar n'a pas la chance de travailler dans l'agroalimentaire, mais il a celle de côtoyer dans les vastes ateliers de la SACM de nombreux Alsaciens libres avec lesquels il est possible « d'organiser » du ravitaillement. Sa mémoire confuse conserve le souvenir d'une scène se jouant « le long des barbelés », de façon sans doute

¹³ G. Schwarze, *Kinder, die nicht zählten. Ostarbeiterinnen und ihre Kinder im Zweiten Weltkrieg*, Klartext, Essen 1997.

récurrente : des envois de pain à travers la clôture. À Olida, étant donné la nature de la production, la surveillance est plus étroite : « Français, la plupart des gardes étaient français, oui. Ils faisaient leur ronde avec un chien de berger pour surveiller les entrepôts ». Raïssa parvient toutefois à obtenir du pain sans tickets, donc à dépenser son salaire qui est pourtant prévu pour ne pas l'être. Elle révèle aussi la capacité d'auto-organisation des *Ostarbeiter*, qui va au-delà de la désignation d'un chef de chambrée (ce que le directeur du camp n'a apparemment pas daigné faire).

Nous n'avions pas le droit d'entrer dans l'atelier où les Français fabriquaient de la marmelade. Ils y remplissaient simplement des seaux de dix litres, des seaux d'un kilogramme, et les enfermaient dans l'entrepôt. La faim l'emporte sur tout. Nous avons grimpé par la fenêtre, je ne me souviens même pas si nous avons creusé un trou ou non, et l'expérience nous soufflait – prenez juste un seau, mais nous avons pris quatre seaux à la fois, sur la première étagère, et nous savions où les cacher. Nous les avons placés près des barils à incendie. Et puis les gardes sont arrivés, ils ont ouvert, ils se sont précipités et il manquait quatre seaux. Ils ont commencé à fouiller. « Où sont les seaux, où sont-ils passés ? » « Nous n'avons pris aucun sceau ». L'une des nôtres travaillait dans la cuisine et nous a donné à chacune une cuillère de marmelade¹⁴.

Âgée de 17 ans, Nefiodova ne semble pas avoir pris une part déterminante au vol audacieux, qui a nécessité l'élaboration d'un plan et l'emploi de camarades à la fois minces et fortes. Le front uni contre les gardiens hors d'eux et la délégation de la gestion du trésor nutritif à une personne de confiance sont les deux faces d'une même pièce, celle de la survie comme bien commun.

Le 5 février 1943 naît à l'Hôpital civil de Strasbourg l'un des tout premiers, sinon le premier enfant de Soviétiques déportés¹⁵. Igor Bulajawa est de père inconnu, sa mère provient d'une ville impossible à retrouver, puisque Stary signifie ancien et constitue en réalité la première moitié du nom. Fait rare, elle appartient à la minorité gréco-catholique uniате plutôt présente dans l'ouest de la république fédérée d'Ukraine, ce qui suggère qu'elle pourrait avoir été citoyenne polonaise jusqu'en 1939. Sachant que les premières ouvrières sont arrivées en Alsace quatre mois et demi plus tôt, cette femme de 28 ans détenue à Koenigshoffen, en banlieue de Strasbourg a dû partir d'Ukraine déjà enceinte, trop pour avorter, et suffisamment en bonne santé pour porter l'enfant à terme malgré les conditions extrêmes du voyage. Après Igor, au

¹⁴ <http://archive.tastorona.su/documents/58f3bcafeeee531b004952bf#entityId=586d2ebb54d936190016a8c7> [consulté le 13/03/2025].

¹⁵ Archives d'Alsace-site de Strasbourg (AAS), 4E482/1133, n° 508.

moins 38 garçons et filles ont vu le jour dans la même maternité entre février 1943 et le 26 octobre 1945, quand Georgette Prudnikowa, âgée de 9 jours, a été déclarée par sa mère Valya aux autorités françaises¹⁶. Première d'une vaste fratrie de huit enfants, cette petite fille a été conçue en France, mais pas dans un camp : si sa mère a longtemps travaillé à l'usine d'armement De Dietrich de Niederbronn-les-Bains, elle a fini par quitter l'industrie pour l'agriculture et a entamé sa vie de couple avec Robert Heilig, le fils du fermier alsacien qui l'employait¹⁷. Entre Igor et Georgette, reconnue par son père le 24 juillet 1947, la plupart des enfants sont nés de l'union de deux *Ostarbeiter* qui ne se connaissaient pas, ou en tout cas n'étaient pas mariés civilement avant de se rencontrer dans l'un des camps du Bas-Rhin. Walerian Rogal (18 avril 1944), Alexandre Owerednja (22 juillet 1944), Ivan Marsenko (1^{er} septembre 1944), Viktor Skripnik (27 septembre 1944), Anna Titowa (17 novembre 1944) et Lida Starankowa (16 décembre 1944) sont même nés au camp d'Illkirch, tous grâce à l'aide de la sage-femme Anna Ehrler¹⁸. Ces naissances constituent une preuve de vie dans un lieu de survie, un signe de confiance dans le futur dans un présent sombre, un acte de résistance aussi puisque leurs mères, âgées de 20 à 22 ans, aidées ou non du père, ont toutes résisté à l'injonction à l'avortement.

Le défi contre l'effacement de la présence des *Ostarbeiter* en Alsace se matérialise aussi par le choix fait par trois amies de se balader le samedi 6 mai 1944 en plein centre de Strasbourg, et de se faire prendre en photo.



¹⁶ AAS, 4E482/1163, n° 2741.

¹⁷ J-P. R., « Le destin hors normes de Valya Heilig », *Dernières nouvelles d'Alsace*, édition du 25 mai 2016.

¹⁸ AAS, 4E482/1149, 1151, *passim*.

Ces deux clichés consultables en ligne ont été déposés à Memorial par Alexandra Stejka¹⁹. Le premier provient d'un don de Tatiana Bryl, qui pose (à droite) avec une autre femme, dont le nom de famille (Maksimenko) a été ajouté au stylo ; au dos, on peut lire : « en bonne mémoire à Choura [ill.] »²⁰, le diminutif d'Alexandra. Le second cliché représente « M.[aria] Ia. Chapoval avec son fils Anatoli. » Ce sont des ouvrières de la SACM internées à Graffenstaden : Bril est arrivée parmi les premières *Ostarbeiterinnen* en Alsace, le 25 septembre 1942, et a été rapatriée le 5 janvier 1945, tout comme Natalja Maximenko et Marie Schapowalowa²¹. La scène a été immortalisée sur le pont de la Fonderie à Strasbourg presque sept mois avant la libération de la ville, alors qu'était en vigueur un décret interdisant aux *Ostarbeiter* de posséder un appareil photographique²². Si Tatiana et Choura ont songé à dissimuler l'écusson Ost sous leur manteau, on distingue bien celui de Maria. Le fait que la photo des deux amies soit coupée signale un cliché pris rapidement, et son tirage à l'envers relève sans doute d'un travail amateur. Aucune des trois femmes n'ose sourire au photographe – qui est sans doute un civil alsacien, peut-être même le père d'Anatoli... qui, chose étrange, ne figure pas dans les registres de naissance de la municipalité.

Rien ne pourra jamais compenser les années de jeunesse perdues, les violences, les humiliations, le déracinement. Âgés, les Nefiodov n'ont plus vraiment besoin des sommes attribuées par l'Allemagne, sans doute en font-ils profiter leurs enfants et petits-enfants. En revanche, obtenir la reconnaissance par un État occidental de la déportation et du travail forcé a du sens. D'une part, ce geste permet enfin aux victimes de négocier un statut solide, voire enviable (car pensionné) au sein de la mémoire collective de la « Grande Guerre patriotique ». D'autre part, il vient aussi symboliquement combler le défaut total de remise en cause des répressions staliniennes par le gouvernement russe, sans pour autant verser dans l'instrumentalisation du passé pratiquée par certains gouvernements ukrainiens. L'enjeu, aujourd'hui, consiste à ce que les Français et en particulier les Alsaciens fassent leur propre *aggiornamento* sur le travail forcé des Soviétiques, son apport à l'économie nationale, les violences dont ils ont été victimes, mais aussi les solidarités dont ils ont bénéficié.

¹⁹ Archives de Memorial International, fonds 21, dossier 353896.

²⁰ <https://fond21.memo.ru/doc/353896/2> ; <https://fond21.memo.ru/doc/353896/3>

²¹ AAS, 1458W34.

²² Décret du 15 août 1943. AAS, 126AL3646.

CONFLICT OF INTEREST STATEMENT: The Author declares that there was no conflict of interest in this study.

AUTHOR'S CONTRIBUTION: The Author is solely responsible for the conceptualization and preparation of the article.

Bibliographie

Lagoune A., « Retour au pays forcé ou rêvé ? Le rapatriement des Soviétiques depuis la France entre sortie de guerre et balbutiements de la guerre froide (1944-1947) », thèse soutenue en décembre 2023, EHESS, Paris.

Münch L., « Derrière les murs de la psychiatrie en Alsace à l'époque du national-socialisme. Parcours de vie entre Strasbourg et Hadamar », thèse sous la direction de Christian Bonah soutenue le 12 décembre 2023, Université de Strasbourg.

Polian P., *Zhertvy dvukh diktatur. Zhizn, trud, unizhenie i smert sovetskikh voenno-plennyykh i ostarbeiterov na chuzhbine i na rodine*, Rosspen, Moscou 2002.

Schäfer A., *Zwangsarbeiter und NS-Rassenpolitik. Russische und polnische Arbeitskräfte in Württemberg, 1939-1945*, Kolhammer, Stuttgart 2000.

Schwarze G., *Kinder, die nicht zählten. Ostarbeiterinnen und ihre Kinder im Zweiten Weltkrieg*, Klartext, Essen 1997.

Author :

ALEXANDRE SUMPFF is Assistant Professor at the University of Strasbourg. Historian of the Soviet Union/Russia of the first half of the 20th century, he focuses on the wars, the disability studies and film history. He recently published *Lénine* (Flammarion, 2023) and *The Unfound Peace. Disabled Veterans in interwar Soviet Union* (Cornell University Press, 2025).